

GHT de la Haute-Saône

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Pouvoir adjudicateur :

Groupe Hospitalier de la Haute-Saône – 2, rue Heymes BP 409 – 70014 VESOUL

Objet du marché :

**FOURNITURE DE VAISSELLE POUR LES EHPAD
DU GHT DE LA HAUTE-SAONE**

Procédure :

Marché de fourniture passé selon une procédure adaptée
(Articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique)

Référence :

24.26/DRELT/CMP

Date limite de remise des plis :

Le mardi 11 mars 2025 à 12h00

REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE

Les candidats devront adresser leurs demandes de renseignements complémentaires via la plateforme
dématérialisée <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le présent document comprend 17 pages

Sommaire

SOMMAIRE.....	2
CHAPITRE I – ACHETEUR PUBLIC.....	3
ARTICLE 1. TYPE D’ACHETEUR PUBLIC.....	3
ARTICLE 2. NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L’ACHETEUR PUBLIC (ÉTABLISSEMENT SUPPORT DU GHT DE LA HAUTE-SAONE)	3
ARTICLE 3. REFERENTS DU DOSSIER	3
CHAPITRE II – GENERALITES.....	4
ARTICLE 4. DESCRIPTION DU MARCHE	4
ARTICLE 5. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE.....	5
ARTICLE 6. SOUS-TRAITANCE ET CO-TRAITANCE.....	5
ARTICLE 7. AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE.....	6
CHAPITRE III – NATURE DU BESOIN.....	7
ARTICLE 8. DEFINITIONS DES FOURNITURES	7
ARTICLE 9. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES.....	7
CHAPITRE IV – PRIX ET REGLEMENTS.....	8
ARTICLE 10. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX.....	8
ARTICLE 11. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	9
ARTICLE 12. TITULAIRE ETRANGER.....	11
CHAPITRE V – EXECUTION	12
ARTICLE 13. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE.....	12
ARTICLE 14. EVOLUTION LEGISLATIVE ET REGLEMENTAIRE	13
ARTICLE 15. DUREE D’EXECUTION	13
ARTICLE 16. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	13
ARTICLE 17. MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC.....	13
ARTICLE 18. RESPONSABILITE	13
CHAPITRE VI – LIVRAISON	14
ARTICLE 19. LIEUX DE LIVRAISON	14
ARTICLE 20. LIVRAISON.....	14
CHAPITRE VI – DIFFERENDS ET LITIGES	16
ARTICLE 21. PENALITES DE RETARD.....	16
ARTICLE 22. RESILIATION DU MARCHE.....	16
ARTICLE 23. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	16
ARTICLE 24. COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	16
CHAPITRE VII – DEROGATIONS AU CCAG	17

Article 1. Type d'acheteur public

Etablissement public de santé.

Article 2. Nom et adresse officiels de l'acheteur public (Etablissement support du GHT de la Haute-Saône)

Nom du pouvoir adjudicateur : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Représentant du pouvoir adjudicateur : Madame la Directrice du GH70
Adresse : 2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Adresse internet : <http://www.gh70.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Article 3. Référents du dossier

Référent administratif du dossier : Madame Valentine POISSENOT
Cellule des Marchés Publics
Adresse : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques
2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Courrier électronique : marches.publics@gh70.fr

Référent technique du dossier : Madame Véronique THOMAS
Attachée d'administration Hospitalière
Adresse : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Direction de l'accueil, de l'activité et de la facturation
2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex

Chapitre II – Généralités

Le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône, établissement support du GHT de la Haute-Saône, ci-après dénommé « Pouvoir Adjudicateur », assure la « fonction achat » pour le compte des établissements suivants :

- EHPAD Villa Saint Joseph - Site de Scey-sur-Saône (établissement parti) ;
- EHPAD Jean Michel - Site de Saulx (établissement parti) ;
- EHPAD Alfred Dornier - Site Dampierre-Sur-Salon (établissement associé).

Article 4. Description du marché

4.1. Objet

La présente consultation a pour objet la fourniture de vaisselle ordinaire et de vaisselle compatible aux deux types de chariots de distribution de repas pour les EHPADs du GHT de la Haute-Saône.

4.2. Forme et procédure du marché

Ce marché « ordinaire » est passé sous la forme d'un marché à procédure adaptée (MAPA) conformément aux articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique.

Le marché est un accord-cadre à bon de commande mono-attributaire sans minimum et avec un maximum de 160 000€ pour la totalité du marché.

4.3. Etendue du marché

Le montant annuel estimatif du marché est de 40 000€ HT.
L'estimation est donnée à titre indicatif et n'engage pas le GH70.

4.4. Décomposition en lots

Les candidats peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots.

Prestations divisées en lots : ☒ Oui ☐ Non

Lot n° 1 : Vaisselle EHPAD

Lot n° 2 : Vaisselle pour chariot repas marque « Electrocalorique » ERGELEC en EHPAD

Lot n° 3 : Vaisselle pour chariot repas marque « Electrocalorique » BENTO en EHPAD

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

4.5. Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée initiale de 12 mois à compter du 01/05/2025 (soit jusqu'au 30/04/2026).

Reconduction possible du marché : ☒ Oui ☐ Non

Le marché pourra être renouvelé trois fois par reconduction tacite à sa date anniversaire, pour une durée de 12 mois sans que sa durée totale ne puisse excéder la date du 30/04/2029.

A chaque date d'échéance, moyennant un préavis de deux mois, le contrat pourra ne pas être reconduit par le GH70 sans que le titulaire ne puisse s'y opposer ou réclamer une indemnité financière.

4.6. Marchés complémentaires

Conformément à ce qui est prévu à l'article R.2122-4 1° du code de la commande publique, pour les marchés de fournitures, constituant des options au sens du droit communautaire, et si les conditions décrites à cet article sont remplies, l'acheteur se réserve, le cas échéant, le droit de passer des marchés complémentaires avec le(s) titulaire(s) de ce marché.

Article 5. Pièces contractuelles du marché

Les documents généraux non joints sont réputés connus du titulaire du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessous.

5.1. Pièces particulières

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses particulières et ses annexes ;
- Le mémoire technique de l'offre.

5.2. Pièces générales

- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (JORF n°0066 du 19 janvier 2009). Ce document n'est pas joint au présent marché mais les candidats déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter.

5.3. Pièces à délivrer au titulaire du marché

5.3.1 Notification

Le pouvoir adjudicateur fera parvenir une copie de l'acte d'engagement par voie dématérialisée via la plateforme PLACE. La notification transforme la consultation en marché et le candidat en titulaire.

5.3.2 Nantissement et cession de créance

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande au GH70, accompagnée de la copie de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée s'il ne souhaite pas recevoir un certificat de cessibilité.

L'acte d'engagement complété ou un certificat de cessibilité complété et signé sera envoyé au titulaire en exemplaire unique par lettre recommandée. Il est à noter que le GH70 ne sera pas, en cas de perte, autorisé à délivrer un duplicata de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

Article 6. Sous-traitance et co-traitance

6.1. Sous-traitance

En référence aux articles L2193-1 à L2193-9, il est rappelé que seule une partie des marchés peut faire l'objet d'une sous-traitance.

Le sous-traitant a le droit au paiement direct si le montant de la sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC. Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par l'administration.

L'acceptation de la demande d'agrément d'un sous-traitant et des conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché. Pour ce faire, le titulaire doit fournir, dûment complété, le formulaire "Déclaration de sous-traitance" (ou formulaire DC4 en vigueur).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux torts du titulaire du marché.

6.2. Co-traitance

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, et conformément aux articles R.2142-19 à R.2142-27 et l'article R.2151-7 du code de la commande publique, le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône transformera à la signature du marché et le cas échéant, un groupement conjoint en groupement solidaire afin de garantir la bonne exécution du marché. Seul le mandataire du groupement d'entreprise sera l'interlocuteur unique du Pouvoir Adjudicateur.

Article 7. Avances et retenue de garantie

7.1. Avances

Sans objet.

7.2. Retenue de garantie

Il n'est pas prélevé de retenue de garantie sur les versements faits au titulaire du marché.

Article 8. Définitions des fournitures

Le marché est composé de 3 lots :

Lot n° 1 : Vaisselle EHPAD

Lot n° 2 : Vaisselle pour chariot repas marque « Electrocalorique » ERGELEC en EHPAD

Lot n° 3 : Vaisselle pour chariot repas marque « Electrocalorique » BENTO en EHPAD

Les fournitures proposées par les candidats devront respecter les caractéristiques techniques décrites dans les trois annexes du présent Cahier des Clauses particulières.

Article 9. Caractéristiques techniques

Les caractéristiques techniques attendues des fournitures sont présentées dans les annexes du CCP. Les offres du soumissionnaire doivent correspondre aux éléments renseignés dans la colonne "désignation" et la colonne "spécifications techniques". Les offres qui s'écartent de la désignation ainsi que des spécifications techniques mentionnées seront éliminées. La notation de l'offre du soumissionnaire se fera sur la base des critères cités dans les colonnes "caractéristiques souhaitées" et "Dimension/Poids/Contenance souhaitée". L'offre du soumissionnaire doit se rapprocher des caractéristiques énoncées au sein de ces colonnes, un écart jugé trop important par le pouvoir adjudicateur sera sanctionné par une note inférieure. A l'inverse, les offres qui respecteront au maximum les caractéristiques souhaitées par le pouvoir adjudicateur seront valorisées via la note technique attribuée.

Les candidats devront **obligatoirement** fournir pour toutes les fournitures, les fiches techniques détaillées avec **photo** de chacune des fournitures proposées, une attention particulière sera accordée à ces documents.

Article 10. Contenu et caractère des prix

10.1. Forme des prix

La monnaie du marché est l'EURO.

Le candidat présentera ses prix dans le bordereau de prix.

Au sens de l'article R. 2112-6 du Code de la commande publique, le marché est conclu sous la forme **de prix unitaires** appliqués aux quantités réellement livrées.

Les prix sont fermes et définitifs pour la durée du contrat (12 mois).

Les prix proposés incluront l'ensemble des prestations prévues au présent marché, en respectant les contraintes et dispositions techniques énoncées dans le présent Cahier des Clauses Particulières.

10.2. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

10.3. Détermination et révision des prix

A chaque reconduction du marché, les prix seront maintenus soit identiques, soit révisables. S'il y a révision, celle-ci s'opérera à la hausse comme à la baisse par négociation entre le prestataire et l'établissement. Les nouveaux tarifs devront alors être proposés au GH70 au moins trois mois avant le début de la nouvelle période. Aussi, le silence du titulaire, au-delà de cette date, sera assimilé à une proposition de maintien des prix unitaires en vigueur pour cette nouvelle période d'exécution.

Clause butoir :

La variation de prix annuelle résultant de la révision ne peut en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 2%.

Clause de sauvegarde :

Dans le cas où les prix pratiqués par le titulaire ne pourraient satisfaire à la clause butoir, le GH 70 se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Clause de prix promotionnels :

Le Titulaire qui applique une promotion sur son tarif général doit en faire bénéficier le GH 70 à condition que :

- Les produits faisant l'objet de la promotion soient présents sur le marché ;
- Les prix résultant de la promotion soient inférieurs aux prix applicables sur le marché.

Dans ce cas, le Titulaire doit adresser, au pouvoir adjudicateur, au minimum 7 jours avant la mise en oeuvre, le tarif promotionnel en lui indiquant la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés.

Le nouveau tarif sera annexé au marché sans qu'il ne soit nécessaire d'établir une modification de marché

Les factures émises devront faire explicitement référence au tarif promotionnel.

10.4. Recours au catalogue

Si au cours du marché, le pouvoir adjudicateur a ponctuellement besoin d'un article non référencé dans le tableau des besoins (annexe ATTRI 1 - BPU), il se réserve la possibilité de faire appel au titulaire du présent marché. Dans ce cas, le candidat précisera dans son offre, le pourcentage qu'il consent à accorder sur son prix catalogue.

10.5. Modalités d'escomptes

Le candidat peut faire une proposition d'escompte dans le cas où le Pouvoir Adjudicateur procède au paiement anticipé à 30 jours. Le candidat pourra présenter sur le BPU (annexe de l'acte d'engagement) les modalités nécessaires à l'obtention d'escompte. Le candidat présentera également les taux pouvant être obtenus et les prérequis pour les obtenir.

Article 11. Modalités de règlement des comptes

11.1. Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique.
La facture devra comporter les mentions suivantes :

- Nom et adresse du titulaire ;
 - Numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
 - Date de la facture ;
 - Référence du marché ;
 - Numéro de la commande ;
 - Désignation de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;
 - Montant net HT de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;
 - Taux et montant de la TVA ;
 - Le montant net TTC de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;
 - Les montants nets totaux HT et TTC de la facture.
- La facturation est à terme échue.

11.2. Transmission des factures

Dans le cadre de la **modernisation de l'action publique** et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des factures, l'Etat français s'engage pour la dématérialisation du traitement de ses factures.

A cette fin, une **solution** informatique **gratuite et sécurisée, Chorus Pro**, est mise à votre disposition afin **de transmettre vos factures sous forme dématérialisée**.

L'utilisation de ce portail devient **obligatoire** pour toutes les factures adressées à une personne publique à compter du 1er janvier 2017, dans le respect du calendrier définit par la loi du 3 janvier 2014.

Chorus Pro vous apporte des gains de temps dans l'envoi, le traitement et le suivi de vos factures. Elle permet aussi l'économie des coûts d'envoi postal et d'archivage papier. Vous bénéficiez également de nouveaux services comme le suivi en ligne de l'état de traitement des factures émises ou la possibilité d'adresser une question via l'espace assistance dédié.

Dématérialisation des factures pour le Groupe Hospitalier de la Haute Saône

Vos factures dématérialisées adressées au GHT 70 devront comporter les informations suivantes :

° Le **numéro de SIRET**, qui identifiera **Groupe Hospitalier de la Haute-Saône** en tant que destinataire de la facture : **267 006 617 00109**

° Le **code service** qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure.

0205	Service hôtelier
------	------------------

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

Les conséquences d'une orientation erronée des factures dans un autre service de l'établissement, voire hors du GHT 70, sont imputables au seul contractant.

Tout paiement sera fait par le comptable assignataire du GHT 70 :

***Trésorerie des établissements hospitaliers de la Haute-Saône (TEHHS)
Groupe Hospitalier 70
2 rue René Heymès
70000 VESOUL Cedex***

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de la facture ou de la date d'exécution de la prestation, si celle-ci lui est postérieure.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues au titulaire.

Dématérialisation des factures pour l'EHPAD Jean Michel à Saulx de Vesoul

Vos factures dématérialisées adressées à l'EHPAD Jean Michel de Saulx devront comporter les informations suivantes :

° Le numéro de SIRET, qui identifiera l'EHPAD Jean Michel à Saulx en tant que destinataire de la facture : 267 000 057 00013

° L'EHPAD Jean Michel de Saulx ne dispose pas de code service, l'ensemble des factures transmises par Chorus Pro arrive au service unique réceptionneur à savoir les Services Economiques.

° Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

Les conséquences d'une orientation erronée des factures dans un autre établissement que celui de l'EHPAD Jean Michel de Saulx, sont imputables au seul contractant.

Dématérialisation des factures pour l'EHPAD Saint Joseph à Scey sur Saône

Vos factures dématérialisées adressées à l'EHPAD St Joseph de Scey devront comporter les informations suivantes :

° Le numéro de SIRET, qui identifiera l'EHPAD St Joseph de Scey en tant que destinataire de la facture : 267 000 081 00013

° L'EHPAD St Joseph de Scey ne dispose pas de code service, l'ensemble des factures transmises par Chorus Pro arrive au service unique réceptionneur à savoir les Services Economiques.

° Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

Les conséquences d'une orientation erronée des factures dans un autre établissement que celui de l'EHPAD St Joseph de Scey, sont imputables au seul contractant.

Dématérialisation des factures pour l'EHPAD Alfred Dornier à Dampierre sur Salon

Vos factures dématérialisées adressées à l'EHPAD Alfred Dornier de Dampierre devront comporter les informations suivantes :

- ° Le numéro de SIRET, qui identifiera l'EHPAD Alfred Dornier de Dampierre en tant que destinataire de la facture : 267 000 107 00016
- ° L'EHPAD Alfred Dornier ne dispose pas de code service, l'ensemble des factures transmises par Chorus Pro arrive au service unique réceptionneur à savoir les Services Economiques.
- ° Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

Les conséquences d'une orientation erronée des factures dans un autre établissement que celui de l'EHPAD Alfred Dornier de Dampierre, sont imputables au seul contractant.

Article 12. Titulaire étranger

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 13. Obligations générales du titulaire

13.1. Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le GH70 de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son adresse bancaire, ...

et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation par lettre à entête envoyée en recommandée avec accusé de réception.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le GH70 ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant ou certificat administratif.

13.2. Protection de la main-d'œuvre

Le titulaire se doit de respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise.

Il est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

13.3. Assurance

Le titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et / ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le GH70 en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

13.4. Discrétion et confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Le GH70 s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

Article 14. Evolution législative et réglementaire

En cas d'évolution technologique, de changement de technique en cours d'exécution du marché, le titulaire a la possibilité, après accord du GH70, de modifier ou remplacer les fournitures faisant l'objet du marché par des fournitures jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant :

- D'une part, que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique ;
- D'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne référence est maintenu pour la nouvelle.

En cas de modification de la législation en cours d'exécution du marché, le prestataire retenu devra appliquer les nouvelles directives sans pouvoir réclamer une contrepartie financière.

Le représentant de l'acheteur pourra négocier de bonne foi une modification en cours d'exécution du marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation. En cas de refus de la part du titulaire, le marché sera résilié sans indemnisation et à ses torts exclusivement.

Article 15. Durée d'exécution

La durée d'exécution du marché court à compter de la date de notification jusqu'à l'exécution de la dernière prestation, même si celle-ci est opérée au-delà du terme du marché.

Article 16. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Article 17. Modification du marché public

Clauses de réexamen de contrat :

L'acheteur se réserve le droit de modifier le marché dans les conditions prévues aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique.

Article 18. Responsabilité

Le titulaire demeure responsable des dommages commis par son personnel lors de leur passage dans les locaux des différents sites du GHT 70.

Il couvre la responsabilité résultant des accidents de trajet ou de travail qui pourraient survenir à ses agents du fait ou à l'occasion de l'exécution du marché.

Article 19. Lieux de livraison

Etablissement	Adresse de livraison
Hôpital de Vesoul	Entrée logistique Rue Lucie et Raymond AUBRAC 70 000 VESOUL
EHPAD Villa Saint-Joseph	13 rue de la Croix de Pierre 70 360 SCEY-SUR-SAONE
EHPAD Alfred Dornier	11 rue Alfred Dornier 70 180 DAMPIERRE-SUR-SALON
EHPAD Jean Michel	1 Grande rue 70 240 SAULX

Article 20. Livraison

20.1. Généralités

Le titulaire doit assurer le réapprovisionnement et le réassortiment des fournitures durant toute la durée d'exécution du marché, en s'engageant notamment, à fournir les fournitures présentant un niveau de qualité et des caractéristiques techniques rigoureusement identiques.

Les livraisons n'ont pas de fréquence périodique, elles se font selon les besoins.

Le titulaire sera informé des conditions de livraison afin qu'elles soient assurées dans les meilleures conditions. Chaque livraison fait l'objet d'un bon de livraison daté et contre signé. Les conditions tarifaires ainsi que les conditions commerciales et caractéristiques SAV sont à décrire dans le mémoire technique.

Toute livraison égarée, défectueuse ou ayant été déposée sans avoir été réceptionnée par la personne ressource ou son représentant, ou encore ayant été déposée sans respecter le lieu de livraison, le jour où les heures indiqués sur le bon de commande, engage la responsabilité du fournisseur.

La réalisation d'une nouvelle livraison dans les conditions prévues dans le bon de commande doit intervenir dans les plus brefs délais, et demeure à la charge du titulaire du marché. Cette livraison n'est facturée qu'une seule fois à l'établissement. Ce dernier peut le cas échéant engager la responsabilité du fournisseur, notamment pour préjudice subi (à charge pour lui de se retourner le cas échéant contre la société devant assurer la livraison). Les risques inhérents aux transports, les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrivage incombent au fournisseur, à charge pour celui-ci, le cas échéant, de se retourner contre la société qui aurait dû assurer la livraison correctement.

20.2. Vérifications

➤ Vérifications quantitatives :

Les opérations de vérification sont effectuées par le pouvoir adjudicateur lors de la livraison. Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie initialement avec le fournisseur des produits et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée. Si la quantité livrée n'est pas conforme à la quantité attendue de produits, l'établissement pourra mettre en demeure le titulaire de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira. En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, ledit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

➤ Vérifications qualitatives :

Les opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures. Elles sont effectuées dans les locaux de l'établissement par les agents désignés à cet effet. Elles consistent à vérifier la conformité des fournitures livrées avec les spécifications du marché ou de la commande. Elles consistent également à vérifier que le montage et l'installation ont été réalisés avec soin et que les fournitures sont utilisables. Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement. Toutefois, cette dernière peut accepter les fournitures avec une réfaction de prix.

20.3. Modalités de livraison

Les produits devront être livrés conformément aux spécifications (date, heure et lieu notamment) du bon de commande.

Pour toute livraison de fournitures « fragiles » une réserve sera mentionnée systématiquement sur le bordereau de livraison jusqu'au déballage définitif.

Toutes les fournitures livrées seront accompagnées d'un bon de livraison comportant les renseignements suivants :

- Référence du marché
- Nom du titulaire du marché et son adresse,
- Date de livraison,
- Référence de la commande,
- Nature exacte de la fourniture,
- Quantités livrées
- Quantités manquantes si le cas se présente
- Prix unitaires et totaux

Le port d'un badge avec le nom et prénom de la personne exerçant est obligatoire. Des contrôles pourront être organisés.

20.4. Transport

En application de l'article 20-3 du CCAG fournitures courants et services, les risques afférents au transport des fournitures jusqu'à leur lieu de destination incombent totalement au titulaire.

Le non-respect des dispositions ci-dessus peut entraîner le refus de la livraison, les frais en résultant sont à la charge du titulaire.

Article 21. Pénalités de retard

En cas de non respect des délais de livraison mentionnés dans les articles 12.1.2, des pénalités de retard seront appliquées sans mise en demeure préalable. Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par le Pouvoir Adjudicateur. Les pénalités seront calculées par l'application de la formule suivante :

$$P = [(V \times R) / 200] + 75$$

- *P : désigne le montant des pénalités ;*
- *V : désigne la valeur des prestations non entièrement réalisées ou souffrant d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés ;*
- *R : le nombre de jours de retard par rapport au délai imposé sur le bon de commande*

Article 22. Résiliation du marché

En cas d'incident grave ou répété ou plus généralement, constatant le défaut des obligations contractuelles de l'attributaire du présent marché, susceptibles d'engager la qualité ou la sécurité de la prise en charge des patients ou affectant les personnels des structures, le GH70 pourra résilier, sans indemnités, le présent marché après avoir invité le titulaire à présenter des explications dans un délai approprié. En ces termes, le CCAG FCS s'appliquera de plein droit.

Article 23. Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas de résiliation aux torts du titulaire, ou dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, le GH70 pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article 24. Compétence juridictionnelle

L'instance chargée des procédures de recours ainsi que le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est :

Tribunal Administratif de Besançon,

30 Rue Charles Nodier,

25000 BESANCON

Tel 03.81.82.60.00

Fax : 03.81.82.60.01

Mail : greffe.ta-besancon@juradm.fr

Chapitre VII – Dérogations au CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
Article 5	Article 4.1	Ordre de priorité des pièces du marché
Article 21	Article 14	Pénalités
Article 23	Article 36.1	Exécution aux frais et risques du titulaire